Session de dialogue interburundais fin novembre à Arusha

@rib News, 20/11/2017 â€“ Source AFPUne session de dialogue, rÃ©unissant le gouvernement et l'opposition du Burundi, devrait se tenir du 27 novembre au 8 dÃ©cembre Ã Arusha dans le nord de la Tanzanie, a indiquÃ© lundi au Conseil de sÃ©curitÃ© l'envoyÃ© spÃ©cial de l'ONU pour ce pays, Michel Kafando. Cette rencontre devrait rÃ©unir "les reprÃ©sentants d gouvernement et toutes les autres parties prenantes burundaises, y compris l'opposition en exil", a-t-il dit.

"Nous avons Ã©tÃ© informÃ©s que le Cnared (une plateforme regroupant la quasi-totalitÃ© de l'opposition burundaise) ne serait pas prÃªt Ã y participer", a-t-il toutefois ajoutÃ©. "Un sommet des chefs d'Etats de la CommunautÃ© des Etats de l'Afrique de l'est serait prÃ©vu en janvier qui, entre autres, aurait Ã Ã©valuer les conclusions de ces assises", a prÃ©cisÃ© Michel Kafando. "Les autoritÃ©s burundaises s'attÃ¨lent dÃ©jÃ Ã la prÃ©paration des prochaines Ã©lections, bien que la ques du dialogue inclusif n'ait pas encore trouvÃ© une juste solution", a-t-il relevÃ©. Fin octobre, le gouvernement burundais a adoptÃ© un projet de rÃ©vision de la Constitution qui pourrait permettre au prÃ©sident Pierre Nkurunziza de briguer dÃ¨s 2020 deux nouveaux mandats de sept ans, et d'affermir ainsi encore plus son emprise sur le pays. Cette rÃ©vision, refusÃ©e par le Cnared, changerait en profondeur la Constitution issue d'un accord de paix signÃ© en 2000 Ã Arusha, qui avait ouvert la voie Ã la fin de la guerre civile (plus de 300.000 morts entre 1993 et 2006). Michel Kafando a enfin soulignÃ© que les relations ONU-Burundi "semblaient aller dans le bon sens" mÃªme si "le gouvernement n'a pas encore concrÃ¨tement satisfait Ã sa dÃ©cision de coopÃ©rer pleinement avec le Conseil des droits de l'Homme et le Haut commissariat des Nations unies pour les rÃ©fugiÃ©s". Le Burundi a rÃ©cemment dÃ©noncÃ© la dÃ©cision en octobre de la C pÃ©nale internationale d'autoriser une enquÃªte sur des crimes contre l'humanitÃ© prÃ©sumÃ©s dans le pays, rejetant toute coopÃ©ration avec cette juridiction. En juillet 2016, le Conseil de sÃ©curitÃ© avait adoptÃ© une rÃ©solution prÃ©voyant l'envo quelque 200 policiers internationaux au Burundi. Faute d'accord du gouvernement, cette initiative n'a pas eu de suite.

Le Burundi est en crise depuis que Pierre Nkurunziza a annoncÃ© en 2015 sa candidature Ã un troisiÃ¨me mandat, obtenu aprÃ¨s une Ã©lection boycottÃ©e par l'opposition. Les violences auraient engendrÃ© au moins 1.200 morts, la dÃ©tention illÃ©gale de milliers de personnes et la torture de milliers d'autres, des centaines de disparitions ainsi que le dÃ©placement de plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon l'ONU.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});